

Le 12/11/13,

Déclaration Liminaire au CTL du 12 novembre 2013

Le ras-le-bol est certes fiscal, il est aussi social et plus profond et ancien qu'on ne le dit ici et là. Il est aussi le résultat d'une fiscalité déséquilibrée, instable et complexe. Il procède enfin de l'absence de visibilité sur le cap suivi et sur le terme des hausses d'impôt. Il est détourné et instrumentalisé par des intérêts particuliers partisans qui n'ont qu'un très lointain rapport avec l'intérêt général et qui n'hésitent pas à jouer avec les principes républicains et démocratiques (consentement à l'impôt, égalité devant l'impôt...).

Il constitue un risque pour les agents qui y sont confrontés quotidiennement dans l'exercice de leurs missions, dans un contexte économique et social tendu et alors que les sollicitations de la DGFIP sont très nombreuses..

Malgré un tel contexte qui justifierait une révision des priorités gouvernementales l'affaiblissement des administrations de Bercy se poursuit, en dépit des réalités et des besoins sociaux. Tout justifierait un renforcement des moyens de la DGFIP. Au moment où la DG lance sa démarche stratégique, la principale question dans les services est de savoir comment faire face au travail et dans quelles conditions.

L'urgence d'améliorer concrètement la vie au travail des agents est donc l'enjeu central de la période avec la nécessité de renforcer les moyens pour assurer nos missions. Un constat s'impose : entre les annonces de la DG en matière de conditions de travail et les réalités du terrain le fossé se creuse. En clair, si les outils existent, ils ne produisent pas leurs effets concrètement.

Les inquiétudes et les mécontentements gagnent en intensité sur plusieurs « chantiers ». Il en va ainsi de la spectaculaire et inacceptable baisse des promotions dans le cadre du plan de qualification, de l'impact du gel du point d'indice et du régime indemnitaire sur la rémunération ou encore des conséquences de l'absence de revalorisation des remboursements de frais de déplacement sur le pouvoir d'achat. On ne peut que s'interroger sur la volonté du Ministre de l'économie de développer la mobilité interdirectionnelle au sein de Bercy. Cette gestion de la pénurie d'effectifs assise sur la vision hélas connue selon laquelle la mobilité doit par principe être favorisée a de quoi interroger.

Le récent rapport Pêcheur ne peut que nous conforter dans la critique d'une vision lointaine, déconnectée des réalités et au fond très dogmatique qu'ont certains responsables politiques et/ou administratifs de la fonction publique alors que chacun sait pourtant qu'elle n'est pas uniforme et qu'il existe des spécificités (comme à Bercy et à la DGFIP) correspondant à des métiers, des missions, des domaines de compétences. Le socle commun et fondamental dans notre République que constitue le statut général de la fonction publique, clairement visé par les rapports successifs dont le rapport Pêcheur, doit être défendu.

Pour ce CTL nous interviendrons sur les différents points de l'ordre du jour.

En ce qui concerne le bilan de la formation professionnelle, nous vous demandons de nous faire un point sur la formation des agents « PACTE » de Meyzieu et sur leur titularisation. Les demandes de formation de certains agents de la DISI sont restées sans réponse. Nous exigeons que les agents soient informés des suites données à leur demande. Envisager vous d'organiser un accompagnement des agents à la préparation des examens et concours en particulier pour l'examen de PAU. Nous vous demandons d'inscrire à l'ordre du jour du premier CTL de l'année 2014 le bilan chiffré de la formation.

A l'examen des documents sur le TBVS, nous vous demandons la réintégration pour 2013 d'un certain nombre d'indicateurs (le nombre de jours versé sur le CET, le nombre de jours d'écurement, le nombre de jours d'arrêt de maladie, le taux de cadres et d'agents formés, etc...). Les conclusions que vous portez sur les indicateurs 2013 sont donc limitées et ne portent que sur le 1er semestre. Comme pour le point précédent nous vous demandons d'inscrire l'examen du TBVS 2013 à l'ordre du jour du premier CTL 2014.

Sur les missions attribuées à notre DISI pouvez vous nous faire un point sur l'éditique avec l'installation des 2 nouvelles chaînes d'édition à Meyzieu. Nous nous félicitons de l'arrivée de nouvelles missions au sein de notre DISI. Par contre il faut que vous donniez tous les moyens humains, matériels et une cycle de formation aux agents pour que ces missions s'exercent dans les meilleures conditions. Y a t il des missions que vous envisagez de supprimer et quel est le devenir des agents actuellement en charge de ces missions ?

Si nous nous félicitons des transformations d'emploi qui permettent aux agents ayant acquis une nouvelle qualification de percevoir la prime TAI nous condamnons les transferts d'emploi en dehors des mouvements de mutation nationaux. Pour ces derniers quelle est la situation des agents au regard du TAGERFIP ?

Pouvez vous nous indiquer quels sont les suppressions d'emploi que vous avez demandées dans le cadre des 1988 suppressions à la DGFIP ?

Malgré l'arrivée d'aucun agent au projet de mouvement complémentaire IFIP envisagez vous d'organiser un mouvement local pour les IFIP ?

Pour terminer nous vous demandons d'inscrire en questions diverses un point sur les déménagements de DIJON et LYON Part Dieu, un point sur l'opération des « 20 000 PC » au sein de notre DISI, un point sur les emplois « PACTE » (titularisations et recrutements), un point sur les véhicules mise à la disposition des agents de Lyon et de Meyzieu et enfin un point sur l'état du budget 2013.

Pour conclure, Solidaires Finances Publiques réaffirme que les agents des finances publiques souffrent d'un sentiment d'injustice :

- ne pas être reconnus comme exerçant des missions prioritaires
- continuer d'être pointés du doigt comme administration coûteuse
- être confronté à une réalité économique et sociale de crise.
- subir une dégradation des conditions de vie au travail tout en étant de facto considérés comme « nantis »
- être encore et toujours « exemplaire » dans la rigueur
- faire face à des missions et des besoins qui explosent dans l'indifférence des pouvoirs publics

Tout cela est insupportable. Il faudrait enfin que cela soit reconnu et donne lieu à des mesures concrètes.